

Publié régulièrement depuis 2014 par le ministère de la Culture, le Baromètre de l'accessibilité numérique en lecture publique évalue le niveau de prise en compte des critères du RGAA par les bibliothèques territoriales.

Un Baromètre de l'accessibilité numérique en lecture publique



Comme tous les organismes proposant des services en ligne à leurs publics, les bibliothèques publiques ont pour obligation de rendre accessibles leurs services en ligne à toutes les personnes porteuses de déficiences, qu'elles soient physiques, sensorielles (handicap visuel ou auditif), mentales ou cognitives. Cela concerne les portails ou sites Web, les ressources ou bibliothèques numériques ainsi que tous les services que la bibliothèque propose en ligne.

Ce principe d'égal accès à la culture a été renforcé par la loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique.

Des études régulières, publiées récemment par des associations nationales de représentants de personnes handicapées, montrent que « 90 % des sites Internet restent inaccessibles malgré les dispositions de la loi Handicap de 2005 et sur les 250 démarches administratives les plus utilisées par les Français, seules 15 % respectent les normes d'accessibilité¹. »

PEU DE PROGRÈS DANS L'ACCESSIBILITÉ DES SITES ET PORTAILS DE BIBLIOTHÈQUE

Le ministère de la Culture publie à échéances régulières (2014, 2016, 2019) le Baromètre de l'accessibilité numérique en lecture publique afin d'évaluer le niveau de prise en compte par les bibliothèques territoriales des critères du RGAA (Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité). Une nouvelle édition est en préparation pour 2022. Ces études sont menées en lien avec l'Association des bibliothécaires de France (ABF), la Fédération des utilisateurs de logiciels de bibliothèques (Fulbi), l'association Réseau Carel, la Bibliothèque nationale de France (BnF), la Bibliothèque publique d'information (Bpi) et l'Association Valentin Haüy (AVH). Lors de la dernière édition de 2019, le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPPH) était également associé.

Composé de trois volets, le Baromètre de l'accessibilité numérique en lecture publique donne une vue d'ensemble de l'accessibilité des services numériques proposés par les bibliothèques². L'édition 2019 du Baromètre s'est accompagnée en 2020 de la publication d'une plaquette « Accessibilité numérique en lecture publique. Chiffres-clés 2019 et recommandations³ ».

Des points de blocage sont fréquemment rencontrés sur les sites des bibliothèques : la complexité des interfaces et des arborescences ; une hiérarchie des titres de niveaux incomplète ou incohérente ; la complexité des tableaux (horaires d'ouverture, résultats d'une recherche d'ouvrage) ; l'inaccessibilité des *pop-in* (fenêtres modales) ou des messages d'alerte (fenêtre d'authentification du compte lecteur, confirmation de réservation d'un document, etc.) ; l'absence ou le dysfonctionnement des liens d'évitement, qui permettent d'accéder plus rapidement à des zones précises du site : accès direct aux infos pratiques, au catalogue, aux actualités.

Le premier volet du Baromètre, celui des sites et portails de bibliothèques, a montré que les résultats n'ont pas progressé depuis les précédentes éditions : 16,7 % de l'échantillon avaient une page « Politique d'accessibilité » ; seulement 1,5 % de l'échantillon affichaient une déclaration d'accessibilité conforme au RGAA.

Le deuxième volet, consacré aux catalogues publics en ligne (Opac), montrait que certains d'entre eux, en phase de démonstration, répondent en grande partie aux normes d'accessibilité. Si l'on compare les résultats des plateformes de démonstration et des sites en production, on constate que l'accessibilité se dégrade au fil de la chaîne de production.

Le troisième volet, consacré aux ressources numériques, a montré que les plateformes de ressources numériques connaissent un certain retard dans la prise en compte des règles d'accessibilité, notamment pour garantir la continuité du parcours de l'utilisateur. En conclusion, l'accessibilité doit être préservée tout au long de la chaîne de production : de l'éditeur de logiciel à l'intégrateur qui implémente le logiciel dans le système informatique de la bibliothèque, jusqu'au contributeur qui publie du contenu sur le site ou portail de la bibliothèque. Enfin, pour préserver l'accessibilité dans le temps, au fur et à mesure des versions du catalogue par exemple, il semble indispensable de réaliser régulièrement des audits d'accessibilité et de mettre en place des actions correctives.

VANESSA VAN ATTEN

Chargée de mission, ministère de la Culture
Direction générale des médias et des industries
culturelles, Service du livre et de la lecture,
Département des bibliothèques
vanessa.van-atten@culture.gouv.fr

[1] <https://www.avh.asso.fr/fr/journee-mondiale-de-la-sensibilisation-l-accessibilite-les-actions-de-l-association-valentin-hauey>

[2] *Nota bene* : l'accessibilité des documents eux-mêmes n'est pas dans le périmètre de cette étude.

[3] <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Livre-et-lecture/Actualites/Accessibilite-numerique-en-lecture-publique.-Chiffres-cles-2019-et-recommandations>